

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 28 (1936)
Heft: 12

Artikel: Quelques chiffres sur l'économie en France
Autor: Rikli, Erika
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384075>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Consciente de ses responsabilités, la C. G. T. est intéressée à ce que l'expérience française dirigée par le gouvernement de Front populaire se poursuive dans les conditions les plus favorables. La C. G. T. est d'autant plus consciente de ses responsabilités qu'elle tient, aujourd'hui comme hier, à l'indépendance du syndicalisme à la fois vis-à-vis du gouvernement et des partis politiques, et qu'elle se laisse guider uniquement par les intérêts des travailleurs dont elle est l'expression autonome.

Quelques chiffres sur l'économie en France.

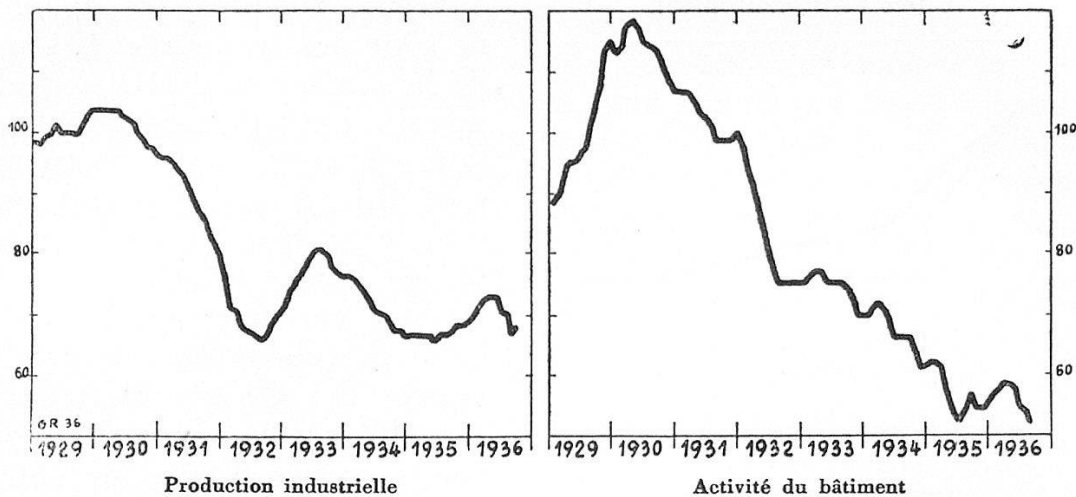
Par *Erika Rikli.*

Au début de la crise économique mondiale qui, en 1929, frappa presque tous les pays en même temps, la France fut considérée comme le pays exempt de crise qui émergeait tel un îlot, où le recul de la production ne se manifestait pas encore. Quelque temps après cependant, la France fut à son tour entraînée dans le marasme et actuellement où des tendances à une amélioration de l'économie se dessinent à peu près dans tous les pays, la France se trouve en pleine dépression. A l'aide de quelques chiffres et données nous allons illustrer dans le présent article le cours spécial suivi par l'économie française.

Il faut attribuer à diverses circonstances le fait que la crise a frappé plus tardivement la France. Ce pays est assez peu industrialisé. Lors du dernier recensement 357 salariés sur 100 (en Suisse 213) étaient occupés dans l'agriculture. Le commerce extérieur de la France est peu étendu; en 1929 l'exportation atteignait Fr. 243.— par tête d'habitant (en Suisse Fr. 522.— à ce moment-là); c'est ainsi que la diminution de la capacité d'achat des pays frappés par la crise n'eut pas de répercussion fâcheuse en France. La France est à même de se suffire à elle-même dans une très large mesure, elle est par conséquent indépendante de l'évolution économique à l'étranger. Malgré tout, les facteurs de crise se sont infiltrés également en France, tout d'abord dans l'agriculture, puis dans l'industrie.

C'est au début de 1930 que la production subit une première régression. Les chiffres index pour la production industrielle et l'activité dans le bâtiment ont évolué comme suit:

	Production industrielle 1929 = 100	Activité du bâtiment 1929 = 100
1929	100,0	100
1930	100,5	112
1931	88,9	102
1932	69,0	82
1933	76,6	75
1934	71,0	67
1935	67,4	56
1936, 1 ^{er} semestre	71,6	57



Au début de 1930 la production était encore en progression, — soit à une époque où partout dans les autres pays la crise sévissait intensément — elle diminua ensuite pour atteindre son niveau le plus bas en 1932. Peu après les conditions s'améliorèrent légèrement; en 1934 et 1935 un nouveau recul se fit sentir en même temps que la déflation systématique et plus accentuée qu'exerça le gouvernement Laval. L'évolution fut plus déplorable encore sur le marché du bâtiment. Comme pour la Suisse, les années 1929 à 1931 furent encore des années favorables. C'est en 1934 que se manifesta la crise du bâtiment proprement dite et qui est en corrélation avec le renchérissement du crédit depuis plus d'une année. La production industrielle de la France a diminué d'un tiers en chiffre rond, la construction de plus de 40 pour cent.

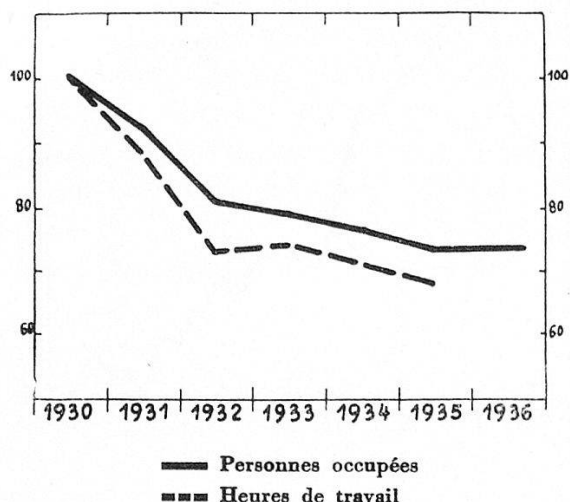
Au début de ce recul de la production, la population française a, en fait, peu ressenti les effets de la crise. Le *chômage* s'est étendu lentement. La France étant un pays d'immigration par excellence, a cherché avant tout à empêcher l'immigration et à expulser les ouvriers étrangers. Voici les chiffres de l'immigration et de l'émigration:

	Immigration d'étrangers	Emigration
1928	97,742	53,759
1929	179,321	38,870
1930	221,619	43,789
1931	102,267	92,916
1932	69,492	108,513
1933	74,635	49,047
1934	71,538	40,004

Ces chiffres renseignent sur l'immigration et l'émigration des étrangers. On ne possède que des chiffres approximatifs sur le nombre des ouvriers étrangers installés en France. Il est probable qu'au cours des dernières années les départs ont été plus nombreux que les arrivées.

C'est la raison pour laquelle les chiffres sur le chômage ne reflètent pas exactement les répercussions de la crise sur les

Index de l'occupation



ouvriers. De plus, les données ne sont pas très sûres. Il s'agit de la statistique des Offices du travail. Les opinions quant au pourcentage réel des chômeurs sont divergentes. Un fait certain, c'est que les chiffres indiqués sont inférieurs à la réalité, car une partie seulement des chômeurs est inscrite auprès des Offices du travail. Les chiffres concernant les ouvriers occupés dans les entreprises soumises au contrôle des inspecteurs du travail, donnent

une idée plus exacte de la situation réelle.

	Chômeurs	Personnes occupées Index 1930 = 100	Heures de travail
1929	10,052		
1930	13,859	100,0	100,0
1931	75,215	92,5	88,6
1932	308,096	80,9	73,6
1933	307,844	79,4	74,3
1934	376,320	76,9	71,4
1935	465,875	73,5	68,1

Les salaires augmentèrent encore en 1930 pour retomber ensuite chaque année davantage.

	Gain journalier à Paris		Mines de charbon gain journalier	
	Francs fr.	Salaires réels 1929 = 100	Francs fr.	Salaires réels 1929 = 100
1929	34.29	100	49.56	100
1930	37.01	104	53.99	104
1931	35.68	102	53.83	107
1932	32.86	101	50.72	108
1933	32.53	102	50.72	109
1934	32.61	102	50.72	110
1935	32.47	109	49.75	115

La réduction de la durée du travail s'est rapidement répandue au cours de la crise; en 1935, le 45 pour cent de l'ensemble des ouvriers ont travaillé moins de 48 heures. Il semble que les salaires hebdomadaires ont diminué dans une plus forte proportion encore que les gains journaliers. A la même époque, les prix ayant baissé sensiblement, les salaires réels n'ont pour ainsi dire pas été modifiés. A ce propos, il ne faut pas oublier que le niveau des salaires en France est particulièrement bas, beaucoup plus bas qu'en Suisse.

A partir de 1934, la situation économique de la France s'aggrava comme le prouvent nettement les courbes de la production industrielle et des personnes occupées. C'est en 1935 que la crise atteignit son point culminant. La crise monétaire en fut, cette fois, le facteur principal. Depuis des mois la dévaluation du franc fran-

çais s'avérait quasi indispensable. A partir de 1934 l'économie française donna tous les signes d'une crise de confiance avec son cortège de répercussions désastreuses. Il y eut des périodes d'accalmie, mais d'une manière générale la crise prit un caractère latent. Le moindre événement suffisait néanmoins à déclencher une recrudescence, et c'est bien là ce qui a empêché les tendances à l'amélioration à percer.

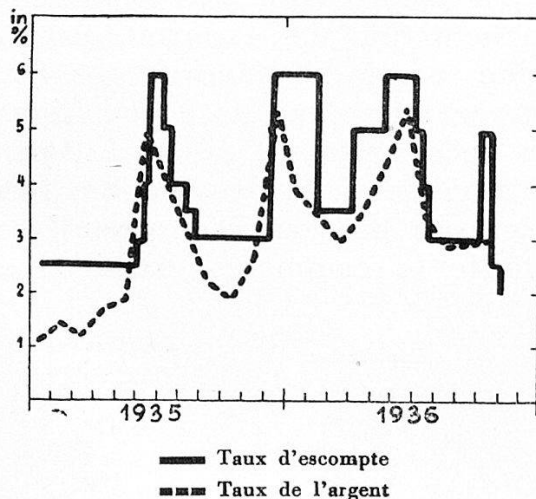
Depuis le printemps de 1935, soit depuis la dévaluation du franc belge, de très importants retraits d'or ont été effectués auprès de la Banque de France. En mars 1935 la réserve-or qui était de 82,6 milliards de francs est tombée à 50 milliards en septembre 1936. La réserve-or et les billets en circulation ont été en milliards de francs français :

	Réserves-or			Billets en circulation		
	1934	1935	1936	1934	1935	1936
Janvier	77,1	82,0	65,2	79,5	81,7	81,5
Février	74,0	82,0	65,8	81,0	81,9	81,2
Mars	74,6	82,6	65,5	82,8	83,0	83,2
Avril	75,8	80,9	61,9	81,5	82,4	82,6
Mai	77,5	71,8	57,0	80,0	82,8	84,7
Juin	79,5	71,0	54,0	82,1	82,1	85,1
Juillet	80,3	71,3	54,9	80,8	81,1	85,9
Août	82,0	71,7	54,5	81,7	82,2	84,3
Septembre	82,3	72,0	50,1	81,5	82,4	83,8
Octobre	82,5	72,0	64,3	79,5	83,3	87,2
Novembre	82,1	66,2	—	81,9	82,4	—
Décembre	82,1	66,3	—	83,4	81,2	—

Il est vrai que la couverture des billets n'a pas été gravement compromise par ces retraits. En septembre 1936, les billets en circulation étaient encore couverts dans la proportion de 54 pour cent par l'or. La Banque d'émission s'est néanmoins vue contrainte d'endiguer les importantes fuites d'or par une augmentation du taux d'escompte.

C'est ainsi qu'à partir de la mi-mai 1935, cette politique donna lieu à une hausse ininterrompue du taux d'escompte. Le taux d'intérêt pour l'argent courant suivant en général assez exactement les

Mouvement des intérêts



mouvements du taux d'escompte, ces oscillations constantes créèrent des troubles dans la vie économique et donnèrent lieu à un sensible *renchérissement du crédit*, du fait que le taux d'escompte a passé à plusieurs reprises à 6 pour cent. Le graphique ci-après démontre nettement les zigzags effectués par le taux d'escompte et celui de l'argent.

La crise de confiance se manifesta également sous forme d'une baisse du cours des obli-

gations, augmentant ainsi leur rendement et donnant lieu à un surenchérissement du crédit. Depuis juillet 1935, l'indice du cours de 36 obligations a été (1928 = 100) :

1935 Août	103,3	1936 Janvier	97,2	1936 Juin	90,9
Septembre	101,8	Février	95,9	Juillet	90,1
Octobre	101,4	Mars	92,6	Août	90,1
Novembre	97,0	Avril	93,3	Septembre	92,6
Décembre	97,4	Mai	91,9		

La crise de confiance se manifesta en outre sous forme d'une rapide thésaurisation. Malgré la très forte diminution des marchandises, le nombre des billets en circulation ne diminua pas, au contraire, il augmenta, fait tout à fait anormal et qui ne s'explique que par la très grande thésaurisation d'or. Jusqu'à la fin de 1935, les versements aux caisses d'épargnes furent plus importants que les retraits; depuis 1936 le contraire s'est produit. Les épargnes ont été en milliards de francs français :

	Caisse nationale d'épargne	Caisse nationale d'épargne	Total
1936 Janvier	37,4	25,6	63,0
Février	37,5	25,7	63,2
Mars	37,1	25,2	62,3
Avril	36,7	24,9	61,6
Mai	36,2	24,5	60,7
Juin	35,7	24,0	59,7
Juillet	35,3	23,8	59,1
Août	35,1	23,7	58,8
Septembre	35,0	23,4	58,4
Octobre	34,6	—	—

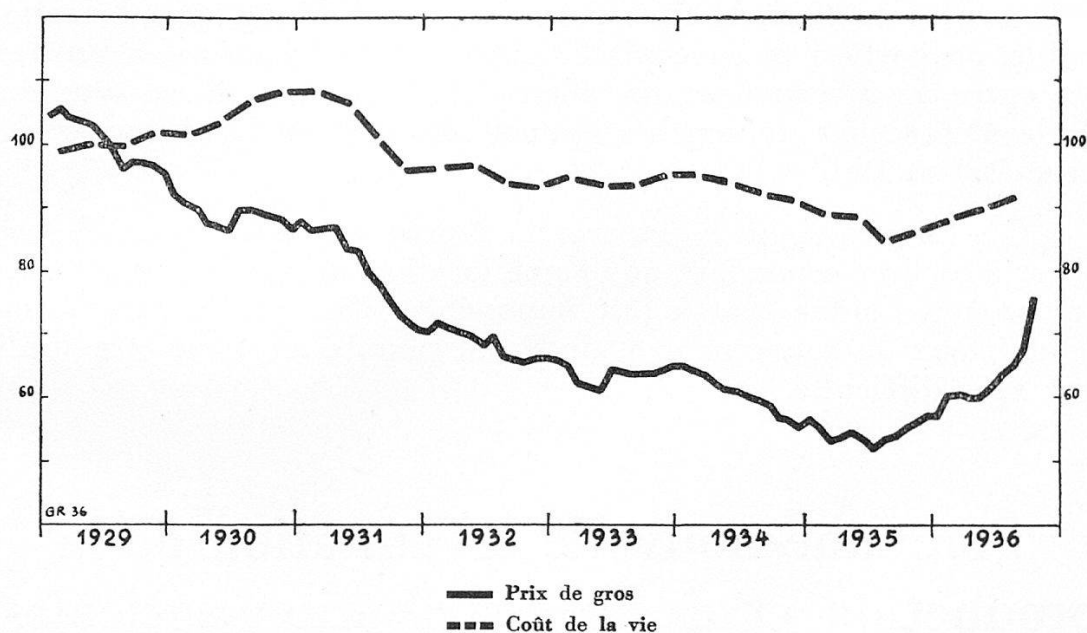
Ces divers événements ont entraîné une sorte de rigidité du crédit et — comme en Suisse depuis le milieu de l'année 1935 — ont paralysé la vie économique. Un autre danger vint encore compromettre la situation économique et monétaire de la France. *L'excédent des importations* reprit le dessus à partir de 1935. En période de relèvement économique les excédents d'importations ne présentent rien de dangereux du fait que le déficit du commerce extérieur est facilement compensé par d'autres recettes provenant de l'étranger. En général toute augmentation des exportations est accompagnée d'une hausse plus rapide encore des importations. Or, cette fois, les importations augmentèrent alors que les exportations diminuaient. C'était là un fait qui ne s'expliquait nullement par l'économie; on peut tout au plus l'attribuer à la dévaluation. Les fabricants s'ingénierent à obtenir encore des matières premières à l'ancien prix. De janvier à octobre le commerce extérieur a été de :

	Importation	Exportation	Excédent des importations
	en millions de francs		
1934	19,449	14,625	4,824
1935	17,234	12,784	4,450
1936	19,677	12,097	7,580

Telle était à peu près la situation lorsque le gouvernement Blum fut nommé, soit une situation des plus critiques et que n'importe quel autre gouvernement eût eu de la peine à surmonter. Il est certain que la résistance opposée par la haute finance au gouvernement du Front populaire a créé de nouvelles difficultés; les retraits d'or se poursuivirent également après les élections. Cependant, comme nous l'avons dit plus haut, ces retraits étaient déjà très importants auparavant, on ne peut donc les attribuer uniquement au changement de gouvernement.

Le principal reproche adressé au gouvernement du Front populaire, est d'avoir aggravé encore la situation en voulant appliquer sans retard les réformes sociales. L'augmentation des salaires aurait entraîné une très forte *hausse des prix*, fait qui se serait opposé à l'adaptation au niveau des prix de l'étranger. Il est sans doute exact que l'amélioration des salaires (que l'on évalue en

Mouvement des prix 1929—1936



moyenne à 12 pour cent) a occasionné une hausse des prix, c'est pourquoi l'augmentation du salaire réel est quelque peu inférieure à ce que permettraient de supposer les salaires nominaux. Seulement, les prix subissaient un mouvement de hausse déjà auparavant, en 1935, donc bien avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement Blum. Les courbes des prix l'attestent.

A la fin de 1935, le coût de la vie augmenta également, bien que plus lentement que les prix de gros. L'augmentation des prix a été surtout provoquée par l'étranger. On sait que le niveau international des prix s'est fortement élevé. Les prix de gros des marchandises importées le reflètent nettement:

	1934	1935 1914 = 100	1936
Janvier	305	291	306
Février	303	287	309
Mars	301	285	310
Avril	300	293	305
Mai	293	310	299
Juin	289	303	296
Juillet	291	302	306
Août	288	303	308
Septembre	289	299	319
Octobre	290	305	379
Novembre	288	309	—
Décembre	291	303	—

Le gouvernement Blum fut également impuissant à empêcher la modification qui s'imposait dans la politique monétaire. Il est difficile pour le moment de juger des effets de la dévaluation. Il apparaît néanmoins certain que la situation a été dégagée et que la production reprend. D'un autre côté cependant, divers signes laissent supposer que les premiers effets de la dévaluation ne sont pas aussi favorables en France qu'en Suisse. Le cours des valeurs s'élève plus lentement, l'accaparement ne diminue que dans une faible proportion et le capital émigré tarde beaucoup à rentrer. En outre, le niveau des prix étant déjà très élevé, il est plus difficile d'empêcher un renchérissement du coût de la vie que si les prix étaient stables.

Ces faits suffisent à entraver la reprise des affaires en France. Il est à espérer cependant que l'amélioration n'en sera que retardée et non pas rendue tout à fait impossible, afin que le programme si judicieux du gouvernement du Front populaire puisse être appliqué sans difficulté.

Pour une nouvelle organisation de la production et de la distribution agricoles.

Par *Olindo Gorni.*

II.

L'organisation de la production.

La distribution du sol nous met en présence de diverses catégories d'unités agricoles. Il y a des unités grandes, moyennes et petites. Il y en a aussi de très petites, inférieures à la capacité de travail et aux besoins d'une famille normale, et qui sont cependant admissibles là où elles ne constituent pour la famille qu'un moyen complémentaire d'occupation et une source complémentaire de revenu. Il faut voir comment on peut organiser, d'une façon rationnelle, l'ensemble de ces unités.